

Père Arrupe, en s'engageant dans la politique. Par ailleurs on leur refuse le droit de se prononcer sur les problèmes de la nation parce que bon nombre d'entre eux ne sont pas nés au Guatemala.

Mais ce qui est plus éloquent que tout dans cette réplique du gouvernement, largement diffusée dans toute la presse guatémaltèque, c'est sans doute la candeur avec laquelle les autorités se sentent attaquées dès qu'on dénonce l'injustice, ou qu'on réclame la fin des assassinats et le châtement des coupables... Ces accents de vierge offensée ne trompent personne. Jusqu'à quel point les défenseurs de l'"ordre établi" ont-ils les mains tachées de sang?

Puebla 1980

Un an à peine après que l'Eglise d'Amérique latine ait confirmé, à Puebla, son engagement pour la justice et son parti pris pour les opprimés, il est devenu évident que la lutte pour la libération sur ce continent va continuer de s'écrire en lettres de sang.

Après la réponse publique et officielle du gouvernement guatémaltèque à la prise de position des jésuites, il y en eut une autre, plus discrète et moins officielle: un communiqué de l'ESA (Armée secrète anticommuniste) portant une menace de mort était déposé à la résidence des jésuites de la ville de Guatemala. L'ESA a la triste réputation de donner suite à ses menaces.

Mais le processus amorcé à Medellín et confirmé à Puebla ne sera pas freiné par de telles menaces. Ce qu'on s'obstine à appeler "la lutte contre le communisme", en Amérique latine, se révèle chaque jour davantage un masque grotesque et tragique brandi par des assassins asservis à des intérêts bien particuliers, des intérêts qu'on ne peut défendre que par la violence. Il n'est plus possible aujourd'hui de pratiquer une telle imposture au nom du christianisme.

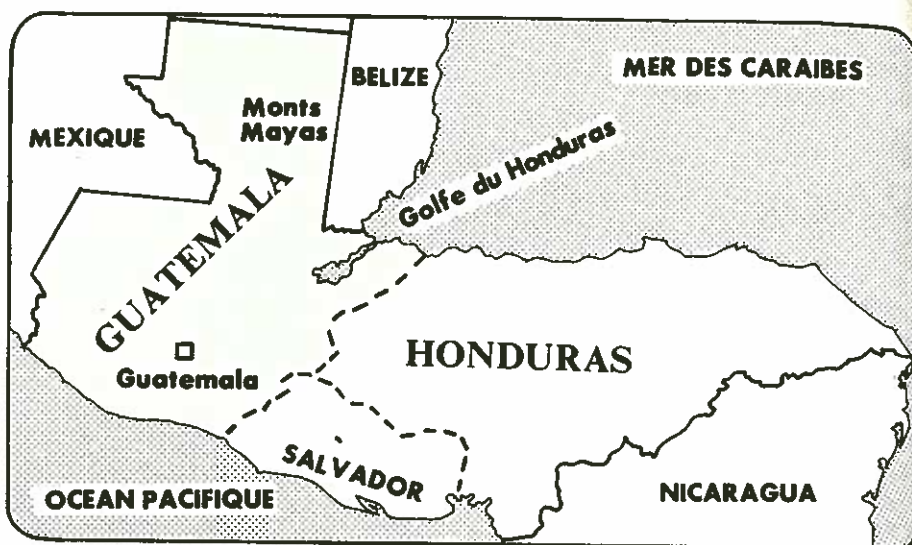
...

Ces jours-ci, le Musée des Beaux-Arts de Montréal présente une exposition extraordinaire sur l'art maya. Et

l'intérêt qu'elle n'a pas manqué de susciter chez les Montréalais correspond bien à la valeur des pièces exposées. Est-ce rêver que d'entrevoir une relation réelle et profonde entre les auteurs disparus de cet art que nous admirons, et les Guatémaltèques

assassinés, outragés et torturés de notre époque? Faudra-t-il attendre que les valeurs et les combats des paysans du Guatemala se soient transformés en pièces de musée pour qu'ils provoquent notre admiration?

le 15 février 1980



GUATÉMALA

Pays montagneux situé à la frontière méridionale du Mexique et à l'extrémité nord-ouest de l'Amérique centrale, le Guatemala compte six millions et demi d'habitants, qui se divisent en deux groupes distincts d'égale importance: les Indiens, pauvres et parlant dialecte, et les blancs de langue et de culture espagnoles. Après avoir accédé à l'indépendance en 1846, le pays a été pendant longtemps le jouet de régimes despotiques, souvent contrôlés par des intérêts financiers américains: ces gouvernements sans scrupules favorisèrent l'extermination de la population indienne et ils ouvrirent le Guatemala à la United Fruit Co.

En 1951, Jacobo Arbenz était pourtant élu président de la République au suffrage universel. Pour réaliser la réforme agraire, il annonçait son intention de nationaliser les terres concédées à la United Fruit mais que la compagnie laissait en friche. Il était bientôt renversé par un coup d'État, fomenté par les grandes familles du pays avec l'appui de la CIA. Rappelons qu'à l'époque John Foster Dulles, ancien avocat de la United Fruit, occupait à Washington le poste de secrétaire d'État aux Affaires étrangères, tandis que son frère Allan dirigeait la CIA.

L'actuel président, Romeo Lucas Garcia, a été élu en 1978. Son régime autoritaire n'hésite pas à s'appuyer sur l'ESA (Armée secrète anticommuniste), ce qui fait que les prisons ne renferment que très peu de prisonniers politiques. À la fin de janvier, le président a pris lui-même la décision de faire donner l'assaut à l'ambassade d'Espagne occupée par une trentaine de paysans de la province de Quiché.

Le Guatemala est surtout un pays agricole (maïs, café, coton, sucre): l'agriculture occupe plus de la moitié (56%) de la population active et représente environ 30% du produit national brut. Dans la capitale, le taux de chômage atteint présentement 30%, et le taux de sous-emploi 52%; 95% des travailleurs agricoles gagnent moins de 60\$ par mois, et 75% des ouvriers de l'industrie moins de 90\$ par mois. L'inflation augmente le coût de la vie d'environ 10% par année, mais le salaire minimum n'a pas été corrigé depuis 1973. La monnaie nationale est le Quetzale, qui vaut exactement un dollar américain.

A.B.

DÉCLARATION du supérieur provincial de la Compagnie de Jésus en Amérique centrale et au Panama, du conseil national des Jésuites du Guatemala et des supérieurs des communautés jésuites d'Amérique centrale et du Panama SUR LA DOULEUR ET L'ESPÉRANCE DU PEUPLE GUATÉMALTEQUE.

1. En ce moment douloureux mais chargé d'espérance pour le peuple guatémaltèque, nous, les jésuites qui signons cette déclaration, nous situons dans la même perspective que l'Eglise d'Amérique latine à Puebla, qui a placé son effort d'évangélisation du continent sous le signe d'une option préférentielle pour les pauvres (Puebla, N. 1141-1144). Nous nous sentons toujours encouragés et inspirés par la lettre pastorale des évêques du Guatemala, intitulée "Unis dans l'espérance" (1976). Nous nous estimons également liés par les déclarations du Conseil national des jésuites du Guatemala à l'occasion de l'assassinat du P. Rutilio Grande (mars 1977), du massacre de Panzos (juin 1978), de l'assassinat du P. Hermogenes Lopez (juin 1978), de la déportation du P. Carlos Stetter (janvier 1979) et du risque d'une intervention américaine au Nicaragua (juillet 1979).

2. C'est dans un esprit de simplicité et d'humilité évangélique, conscients que nous sommes des graves défaillances de notre amour chrétien à l'égard du peuple guatémaltèque, que nous nous sentons obligés de rompre un long silence face à la clameur qui surgit de millions de nos frères, appauvris et opprimés au Guatemala. Puebla nous l'a dit: cette clameur "avait pu sembler étouffée (depuis onze ans), elle est maintenant claire, croissante, impétueuse et en certaines occasions, menaçante" (Puebla, N. 89). Nous faisons partie de cette Eglise, dont c'est le devoir que d'être la "voix de celui qui ne peut se faire entendre ou de celui qu'on a réduit au silence" (Jean-Paul II, *Discours de Oaxaca*, AAS LXXI, p. 208). Continuer de nous taire, ce serait trahir notre vocation d'hommes, de chrétiens, de prêtres et de religieux.

3. Jésus-Christ, l'Homme-Dieu véritable que nous confessons, est venu en ce monde pour que les hommes aient "la vie en abondance" (Jean 10,10). Or, il nous suffit d'ouvrir les yeux au Guatemala pour nous rendre compte qu'il y a ici un système politique antichrétien qui assassine et persécute ceux qui luttent pour cette vie. Dans un pays qui se dit chrétien, une telle situation "non seulement contribue à la pénurie des biens matériels chez les plus démunis, mais encore, ce qui est plus grave, tend à leur enlever leur plus grande richesse: Dieu" (Puebla, *Message aux peuples d'Amérique latine*, N. 3). En effet, il est extrêmement difficile, dans ces circonstances, de croire en Dieu Père de beaucoup de frères. Ce n'est pas nous qui inventons cette réalité dont les symptômes sont sans équivoque. En voici d'ailleurs les plus évidents:

a) Les profits des grandes "haciendas" de café, de canne à sucre et de coton augmentent de jour en jour. En six mois, le prix international du sucre s'est accru de Q. 7.80 à Q. 16.31; celui du café est passé de Q. 151.54 à Q. 181.36 (certains jours, il a même dépassé les Q. 200.00); enfin, ce-

lui du coton a augmenté de Q. 61.93 à Q. 74.06. Ces statistiques correspondent à la période entre le 30 mai et le 31 décembre 1979 (Inforpress Centroamericana, N. 344 et 374). Pourtant, pour les ouvriers agricoles, les salaires sont restés au même point. Les profits tirés de pareille conjoncture se calculent en millions de "quetzales" (et, ce dans le cas du coton, au prix de la maladie et même la mort de nombreux Guatémaltèques). Ce n'est là qu'un exemple de ce que le pape Jean-Paul II appelle l'essor de "riches de plus en plus riches au détriment de pauvres toujours plus pauvres" (Jean-Paul II, *Discours inaugural*, Puebla III, 4). Au Guatemala, si on annonce une augmentation des salaires pour les employés du secteur public, on annonce aussitôt une augmentation des prix du pain, de l'essence, de l'électricité, de l'eau... En général, les conditions de vie dans les villes, à cause du chômage, de la rareté et de la détérioration des logements, etc., plongent de plus en plus les salariés dans la même misère que les gens de la campagne.

b) On maintient le pays dans cette situation misérable au moyen d'une répression qui égale les pires situations de l'histoire récente du Guatemala. C'est ainsi qu'un régime injuste tente par la force d'empêcher les travailleurs de réclamer leurs droits. Dans notre pays, on enlève, on torture, on tue; les véhicules sans plaque, les embuscades nocturnes permettent d'exercer une terreur sélective, massive et discriminatoire. Récemment, les autorités ont révélé qu'au cours des dix premiers mois de l'année 1979, il y a eu, au pays, 3 252 assassinats commis par l'"escadron de la mort" (Diario Impacto, Guatemala, 14 novembre 1979). Tous ces crimes horribles sont restés impunis. D'autre part, il est maintenant proverbial qu'au Guatemala il n'y a pas de prisonniers politiques mais seulement des morts et des disparus.

c) Les Indigènes du Guatemala, qui constituent plus de la moitié de la population et qui produisent la plus grande partie de la richesse nationale, sont exploités et sont victimes de discrimination tant au niveau des grandes haciendas où ils vont travailler aux récoltes des cultures d'exportation que dans leurs propres communautés où ils cultivent une terre rare et pauvre qui ne leur donne même pas de quoi survivre. À cette exploitation, il faut ajouter la violation de leurs droits fondamentaux et constitutionnels (Art. II, par. 7 et 43 de la Constitution de la République du Guatemala) quand on les poursuit et qu'on les harcèle pour les obliger à faire leur service militaire contre leur volonté.

Aucun de ces faits ne peut être nié. Comme nous l'a rappelé Jean-Paul II cette année, la paix ne se construit